Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général HGGSP + SES, veuillez visiter :
bac-hggsp-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

**DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE**
**PROPOSITION DE CORRIGÉ**

**Sujet :** Quelles sont les sources de la croissance économique ?

**Programme officiel : Science économique**

| Questionnement | Objectifs d'apprentissage |
|---|---|
| Quels sont les sources et les défis de la croissance économique ? | - Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs.<br>- Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation.<br>- Comprendre comment les institutions (notamment les droits de propriété) influent sur la croissance en affectant l'incitation à investir et à innover. |

**Exploitation possible des documents :**

| | |
|---|---|
| Document 1 | - Le document 1 mobilise des données OCDE et permet de différencier les sources de la croissance du PIB selon les pays.<br>- Des pays comme le Japon ou encore la Corée du Sud sont des pays qui se caractérisent par une croissance liée avant tout à la Productivité Globale des Facteurs. En effet, en 2018, la PGF contribue pour 2,3 points de pourcentage à la croissance du PIB, soit plus de deux tiers des 2,9 % de hausse du PIB cette année-là.<br>- D'autres pays, comme la Suède ou encore la France voient leur croissance expliquée avant tout par l'accumulation des facteurs de production. |
| Document 2 | - Le document 2 présente les dépenses intérieures de Recherche et Développement (DIRD) rapportées au PIB du pays en pourcentage, et le nombre de chercheurs rapporté à mille actifs pour le pays, en 2020. Il permet d'illustrer certaines dépenses et investissements propres à augmenter le progrès technique et l'innovation dans un pays.<br>- Le document montre des écarts importants entre pays dans les dépenses de DIRD en pourcentage du PIB.<br>- La Corée du Sud est dans une situation particulière en étant le pays qui dépense la plus grande part de son PIB dans les dépenses de R&D des pays sélectionnés ici, mais aussi en étant le pays avec le plus au taux de chercheurs pour mille actifs.<br>- Les candidats pourront faire le lien avec le document 1 et faire des comparaisons. |
| Document 3 | - Le document 3 se rapporte aux dépenses publiques d'éducation (DPE) en pourcentage du PIB, comparé aux PIB par habitant en volume de quelques pays. Il met en avant l'effet que peut avoir l'investissement dans le capital humain, et l'influence des institutions, sur le processus de croissance.<br>- Un net écart est notable en matière de DPE entre des pays comme Haïti et le Tchad, comparé à des pays comme La France, les États-Unis, ou encore Israël. En effet, les deux premiers pays dépensent entre 1,5 et 2,5 % de leur PIB dans les DPE contre au moins 5,0 % du PIB pour les autres pays.<br>- Les élèves devront faire un lien entre le niveau de dépense publique dans l'éducation et le niveau de vie des pays.<br>- Les élèves pourront établir un lien entre le niveau de la DPE et l'évolution du niveau de vie par habitant. Les deux pays qui se distinguent par un niveau de vie faible et en baisse sont ceux qui dépensent le moins dans l'éducation en pourcentage de leur PIB. |
| Document 4 | Ce texte illustre l'intérêt des institutions (droits de propriété), plus spécifiquement la mise en place de brevets protégeant l'innovation.<br>Le texte explique l'idée de monopole d'exploitation du brevet, et illustre les différents types d'innovations pouvant faire l'objet d'un brevet. Il doit être relié à l'idée d'incitation à innover que constitue ce type d'institutions. |

**Problématique possible :**
Il s'agit de s'interroger ici sur les sources de la croissance économique et d'expliquer les différents facteurs qui en sont à l'origine.

**Proposition de plan détaillé : proposition de plan en deux parties**

| **I) La croissance économique s'explique par l'accumulation des facteurs de production et par la PGF.** | **II) La croissance s'explique aussi par les institutions et le caractère endogène du progrès technique.** |
|---|---|
| **A) La croissance économique peut être due à l'accumulation de facteurs de production.** | **A) Les institutions contribuent à l'investissement et à l'innovation, ce qui favorise la croissance.** |
| - L'accumulation de travail, par la hausse du nombre d'actifs ou encore la hausse de la durée du travail, augmente les capacités de production disponibles et donc contribue à la hausse de la production.<br>- Un pays comme les États-Unis en 2018 est un pays dont la croissance s'explique d'abord par la contribution du facteur travail (document 1).<br>- L'accumulation de capital, par les investissements, permet d'augmenter le stock de capital fixe. Ces investissements sont une source de la hausse de la production de richesses.<br>- En Suède, le capital contribue à la moitié de la croissance du PIB, à égalité avec la contribution du facteur travail (document 1). | - Les institutions garantissent les droits de propriété, ce qui incite à l'innovation et à l'investissement. Les brevets confèrent à leur titulaire un monopole temporaire, ce qui favorise l'émergence d'innovations et du progrès technique (document 4).<br>- Les actions de l'État participent à la mise en place d'institutions encourageant les comportements vertueux pour la croissance. Par exemple l'État, en se chargeant de l'éducation (document 3) va contribuer à la hausse du niveau de formation et donc du niveau de productivité des individus. |
| **B) La croissance peut aussi provenir des gains de productivité globale des facteurs de production.** | **B) Le progrès technique qui résulte de l'innovation est endogène au processus de croissance.** |
| - La PGF mesure la contribution du progrès technique à la croissance.<br>- Les gains de PGF améliorent l'efficacité des facteurs travail et capital et permettent de produire plus, sans augmentation des quantités de travail et de capital.<br>- Des pays comme le Japon ou la Corée du Sud sont des pays dont la croissance s'explique avant tout par la PGF. | - Le progrès technique est endogène au processus de croissance : il favorise la croissance qui, à son tour, le favorise.<br>- Le progrès technique induit des externalités positives qui contribuent aussi à la croissance.<br>- La croissance ainsi générée permet de financer des investissements en R et D et en éducation, favorables à l'innovation (documents 2 et 3). |

*Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.*

**ÉPREUVE COMPOSÉE**
**PROPOSITION DE CORRIGÉ**

Première partie : **Mobilisation des connaissances**

**Question :** Vous présenterez le paradoxe de l'action collective.
(4 points)

**Sociologie et science politique**
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques contemporaines ?

**Réponse possible :**
Le paradoxe de l'action collective, également appelé paradoxe d'Olson, vise à montrer que le simple fait de partager une cause commune n'est pas suffisant pour se mobiliser. En effet, si les individus ont collectivement un intérêt à se mobiliser pour une action collective, ils n'ont généralement pas intérêt, individuellement, à y participer. Cela peut s'expliquer par le fait que la participation à l'action collective a des coûts. Par exemple, les individus mobilisés vont donner de leur temps et perdre des journées de salaire en cas de grève. Par ailleurs, les gains de l'action collective ne sont qu'hypothétiques puisqu'ils ne surviendront qu'en cas de succès de l'action collective et de surcroît, ils seront aussi obtenus par les personnes n'y ayant pas participé. Tout individu rationnel a alors intérêt à se comporter en passager clandestin afin de ne pas supporter les coûts de l'engagement tout en profitant éventuellement des gains de celui-ci, en cas de succès. Pourtant, ce paradoxe est démenti par les faits puisque de nombreux individus se mobilisent.

Deuxième partie (6 points) : **Étude d'un document**
Science économique
Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?

**Question 1 :** À l'aide du document, vous décrirez l'évolution de la part du revenu national détenu par les 10 % les plus riches en Russie depuis 1985. (2 points)

**Réponse possible :**
Depuis 1985, les inégalités internes de revenu se sont accentuées en Russie.
En 1985, les 10 % des Russes les plus riches recevaient 23 % du revenu national distribué. En 1996, les 10 % des Russes les plus riches recevaient 48 % du revenu distribué cette année-là dans le pays soit une part du revenu national environ deux fois plus importante.
Depuis 1996 les inégalités internes de revenus se sont stabilisées en Russie.
La richesse est plus concentrée en 2015 en Russie qu'elle ne l'était en 1985.

**Question 2 :** A l'aide de vos connaissances et du document vous montrerez que le commerce international peut induire un accroissement des inégalités au sein des pays. (4 points)

**Réponse possible :**
On constate que les inégalités internes de revenus ont augmenté dans tous les BRICS entre 1985 et 2015, excepté au Brésil. C'est avéré en Chine : en 1985, les 10 % des Chinois les plus riches recevaient 30 % du revenu national distribué alors qu'en 2015, les 10 % des Chinois les plus riches s'approprient 41 % du revenu distribué cette année-là, soit 11 points de pourcentage de plus. Même constat en Inde. La dynamique inégalitaire n'est pas de la même ampleur dans les différents pays, mais elle est partout présente. Au Brésil les inégalités de revenus ne se sont pas accentuées, mais c'est l'un des pays les plus inégalitaire au monde.
L'insertion dans le commerce mondial peut être avancée comme l'une des explications à cette tendance même si elle n'est pas la seule.
L'ouverture des frontières fait disparaître les emplois dans les secteurs peu compétitifs. Les travailleurs perdent alors leurs revenus d'activité. Les détenteurs des entreprises exportatrices compétitives voient quant à eux leurs revenus augmenter. Les travailleurs qualifiés embauchés dans les secteurs produisant pour les marchés extérieurs sont aussi assurés de revenus élevés. On assiste donc à un accroissement des inégalités de revenus au sein des pays qui participent au commerce mondial, entre les ménages qui ont profité de l'ouverture internationale et des revenus des exportations, et les autres ménages qui ont subi les effets d'une restructuration de l'économie.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

**Sujet :** À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les facteurs de structuration de l'espace social sont multiples.

**Programme officiel :**
**Sociologie et science politique**

| Questionnement | Objectifs d'apprentissage |
|---|---|
| Comment est structurée la société française actuelle ? | Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socio-professionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence). |

**Exploitation possible des documents :**

| | |
|---|---|
| Document 1 | Le document permet de mettre en lumière l'importance du lieu de résidence sur les inégalités entre les enfants de milieux différents. Tout d'abord le chômage, la pauvreté et les difficultés d'intégration culturelle sont des situations fréquentes dans certains quartiers et elles affectent la socialisation des enfants.<br>Ensuite les adolescents dont l'un des proches est sans diplôme |

| | |
|---|---|
| | vivent dans un environnement où l'échec scolaire est la norme et le taux de retard à 15 ans de 56 %.<br>Enfin, ces adolescents vivent dans un contexte où la plupart des jeunes de leur âge travaillent déjà. |
| Document 2 | Le document permet de montrer comment différentes variables influencent les salaires et contribuent à structurer l'espace social.<br>Le sexe est une variable déterminante pour le revenu salarial, les femmes ont un salaire inférieur à 22,3% à celui des hommes et ces inégalités de genre persistent quel que soit l'âge, le niveau de diplôme ou la CSP.<br>L'âge influence plus nettement encore le revenu salarial : quel que soit le sexe considéré, le revenu salarial des moins de 25 ans est environ trois fois plus faible que celui des 40 ans et plus.<br>L'écart entre les non diplômés et les diplômés à partir de Bac + 3 est de 18 340 euros chez les femmes et de 27 010 euros chez les hommes. Cela recoupe les inégalités entre CSP.<br>Le secteur d'emploi est source d'inégalités plus marquées chez les femmes que chez les hommes. |

**Raisonnement possible :**

Les positions sociales qu'occupent les individus d'une société, distinctes les unes des autres, constituent l'espace social. Cet espace social est structuré et hiérarchisé par une multitude de facteurs qui interagissent entre eux.

Le revenu est le facteur le plus immédiatement sensible de la hiérarchisation de l'espace social. Avec le patrimoine, il constitue le capital économique qui permet d'accéder à une multitude de ressources. Sa place est assez centrale pour qu'il soit l'instrument de mesure des hiérarchies sociales, comme c'est le cas dans le document 2 pour les salariés.
Le deuxième facteur de hiérarchisation de la société française est le dernier diplôme obtenu. Le diplôme révèle des savoirs et des savoir-faire valorisés par une société, il est une mesure du capital culturel dont est doté un individu. Cette deuxième dimension fait déjà apparaître un espace social hiérarchisé selon la quantité de capitaux détenus et structuré par leur composition.
Outre ces deux dimensions, les catégories socioprofessionnelles introduisent d'autres clivages associés aux métiers et révélateurs de groupes sociaux : le statut (indépendant ou salarié, public ou privé), la hiérarchie entre salariés et le secteur d'activité. Ces catégories mettent aussi en valeur des différences de pratiques culturelles.
L'âge et le sexe sont des facteurs structurant qui ont des effets sur toutes les dimensions socioéconomiques abordées. En effet la position dans le cycle de vie a des effets importants sur le métier exercé et sur les revenus détenus avant et après 40 ans (document 2). Les femmes ont des revenus inférieurs aux hommes quelle que soit la position sociale observée et cet écart est croissant avec l'âge. En outre, à niveau hiérarchique comparables, les emplois sont différents entre les hommes et les femmes.
Il faut aussi prendre en compte la composition du ménage pour saisir le niveau de vie de ses membres. La présence d'un seul adulte dans un ménage est un facteur de

précarité voire de pauvreté, qu'il s'agisse d'une famille monoparentale ou d'une personne isolée, en particulier d'une femme âgée.
Le lieu de résidence, enfin, n'est pas que le résultat d'autres facteurs de hiérarchisation sociale comme le revenu. Il est surtout la source de réussite scolaire inégale, d'homogamie et de reproduction sociale qui contribuent à peser sur les destins sociaux (document 1).

Les facteurs de structuration de l'espace social sont donc si nombreux qu'ils peuvent se renforcer mutuellement dans une logique d'assignation à la position sociale d'origine tout comme s'opposer et permettre des trajectoires improbables.

*Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.*

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.